

7^{ème} Congrès Fédéral de la FNME-CGT du 14 au 18 mars 2022
Rapport d'ouverture Table ronde « Présentation de notre PPE et
ambitions pour les droits statutaires et garanties collectives
pour tous les travailleurs du secteur de l'énergie »
Présenté par Karine GRANGER, le 17 mars 2022

Cher.es Camarades,

Nous sortons de deux années difficiles avec la pandémie et nous replongeons dans des difficultés structurelles révélées par les marchés de l'énergie dont les effets sont aggravés avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le monde dans lequel nous évoluons est désormais incertain, incapable de proposer des solutions pour protéger durablement et économiquement les populations qui seront de plus en plus exposées à des phénomènes de crise sanitaires, climatiques ou humanitaires, creusant ainsi à chaque fois les inégalités. Si pendant un temps, nous avons cru à une prise de conscience nous permettant de refuser les solutions libérales et individualistes pour construire le monde d'après, plus solidaire, plus humain ... la réalité aujourd'hui est encore tout autre.

Le **Programme Progressiste de l'Energie** fait fi du cadre réglementaire actuel conforme aux désirs libéraux de l'Union européenne qui chaque jour nous démontre son inefficacité à garantir un accès à la transition énergétique pour tous. Nous l'avons pensé dès 2019, pour montrer qu'une alternative dans le sens de l'intérêt général est possible, en réaction au projet de transformation du groupe EDF. Nous avons vu que le secteur de l'électricité empruntait le même chemin de la financiarisation que celui du secteur gaz ...

Si la nécessité de sortir du marché l'électricité et le gaz est une évidence dans notre Fédération, il faut peut-être débattre et élargir le concept de PPE aux autres secteurs énergétiques pour lui donner encore plus de légitimité, car toutes les activités dépendent des énergies. La présence de nos invités ce jour est une formidable occasion d'aborder ensemble les thèmes essentiels comme le report des usages carbonés vers ceux bas carbone et comment construire et pérenniser les filières de demain ? On peut d'ailleurs se tourner vers nos représentants des Fédérations de la Métallurgie et de la Chimie, en explorant notre capacité à répondre à nos besoins industriels ou en examinant le champ des possibles apporté par les nouvelles filières comme l'hydrogène par exemple. Enfin, un autre thème peut servir de support à nos échanges celui concernant la maîtrise de nos consommations par la mise en œuvre d'une véritable politique nationale d'efficacité et de performance énergétique à travers le point de vue de la Fédération de la Construction.

Le point commun est bien de mettre en relation le service public de l'énergie indissociable de la pérennité de nos activités, des besoins de la nation et de son économie, ainsi que de l'évolution des usages comme dans les mobilités.

Cela commence évidemment par un **retour des politiques de long terme avec une planification des systèmes énergétiques au niveau national** qui anticipe les besoins de demain et qui se déclinera dans une meilleure organisation des tâches des travailleurs au quotidien. L'Etat ne remplit pas ses missions et se contente d'une politique de subventions au rythme d'échéances électorales. On doit aussi s'interroger sur son degré de méconnaissance de ce qu'il a autorisé : des mécanismes de marché dont il ne dispose plus d'aucun levier pour faire face à leurs excès. La situation actuelle le prouve, les usagers paient le prix de marché sans limite et non le coût de la production et de l'acheminement des électrons. Cette crise énergétique est structurelle. Elle n'a pas débuté avec la guerre en Ukraine mais en septembre dernier par le manque de production gazière mondiale combiné par un parc de production d'électricité européen devenu sous dimensionné. Ne pas anticiper les demandes, en électricité – hydrogène – biogaz, dictées par la transition énergétique, c'est aussi un frein pour le pouvoir d'achat et l'économie entière mais aussi l'atteinte de nos objectifs climatiques.

L'accès aux énergies bas carbone est pourtant essentiel. Ce qui doit se traduire par une maîtrise et une régulation des prix : pour les citoyens, les collectivités ou les industriels. C'est une question de maintien du pouvoir d'achat pour les premiers et une question de survie pour les seconds sous peine de délocalisation. Et c'est une question essentielle pour la réussite de la transition énergétique. Payer un prix juste au plus près des coûts de production et d'acheminement inciterait à la consommation d'une énergie bas carbone pour, petit à petit, suppléer les combustibles fossiles. Aujourd'hui la crise énergétique, rendue mondiale par les marchés imbriqués les uns dans les autres, liés aux spéculations, sera un désastre pour notre économie et nos emplois

si nous ne mettons pas rapidement fin à la dérèglementation du secteur de l'énergie. Lors des échanges avec des acteurs de l'hydrogène, ces derniers demandaient un coût complet de 36€/MWh pour fournir un hydrogène "vert"... Même un service public n'y suffirait pas !

Aujourd'hui la transition énergétique crée des inégalités avant de créer les bons changements. Nous avons des propositions concrètes pour les réduire et les éradiquer et respecter les échéances les plus courtes pour atteindre nos objectifs. Cette transition énergétique – et on le voit par exemple avec les véhicules électriques – est réservée aux plus nantis d'entre nous et pas forcément à ceux qui en ont le plus besoin.

La question de l'efficacité et de la performance énergétique est bien évidemment aussi cruciale. Sans parler de décroissance ou de sobriété contraignante, synonyme de paupérisation, on se doit de réfléchir à autre chose que des politiques de subventionnement sans discernement et souvent décidées par des intérêts privés et leur chantage perpétuel à l'emploi. Je rappelle qu'au Conseil supérieur de l'Energie, les entreprises sont majoritairement présentes et font et défont le Code de l'Energie selon leurs intérêts. Leur crédit et leur lobbying sont à leur paroxysme alors que les moyens alloués pour la recherche et le développement au niveau national sont au plus bas. Mais pour revenir au sujet de l'efficacité et la performance énergétique : qui d'autre qu'un opérateur public souhaite vraiment que chacun consomme moins ? Il faut commencer par rendre son rôle plein et entier aux opérateurs publics garants de l'intérêt général et non les inciter à se diversifier sur la planète entière pour en faire des entreprises financières sous le joug des agences de notation ! On y perd un pognon de dingue pour financer nos nécessaires investissements !

N'oublions pas que la meilleure énergie pour le climat est celle que l'on ne consomme pas sans pour autant tomber dans la décroissance. Comment faire le tri dans les bonnes et fausses solutions pour contrer les effets du changement climatique ? Les politiques doivent émaner du débat public pour ensuite être mis en œuvre par des opérateurs publics, qui doivent s'en donner les moyens et décider des mesures les plus efficaces pour atteindre nos objectifs collectifs. En ce sens, notre PPE avec ses 4 piliers est une base solide pour améliorer notre projet : une sortie immédiate du marché, un tarif unique et basé sur les besoins, une fiscalité de l'énergie plus juste et une solidarité renforcée par un droit fondamental d'accès à l'énergie. A l'inverse, continuer le mythe de la réussite individuelle à travers la « start-up nation » pour la transition écologique est irresponsable. Et encore une fois, élargir le champ de notre PPE à d'autres secteurs permettrait de faire émerger des réflexions sociétales au plus près des besoins des citoyens et de l'intérêt général. Cette parole, il faut aller la chercher aussi au plus près des salariés, reprendre la parole « métier » et surtout être auprès des plus jeunes qui, pour la plupart, n'ont pas grandi avec des modèles collectifs. Nos prédictions depuis l'ouverture des marchés de l'énergie se sont toujours avérées justes car nous avons collectivement la mémoire de ce qui a fonctionné. Il faut se le dire, notre Programme Progressiste de l'Energie, avec sa déclinaison Electricité et maintenant Gaz, que je laisserai développer par notre représentant du secteur Gaz de la FNME-CGT, est la véritable solution. Il n'a d'ailleurs jamais autant été d'actualité.

La situation de nos parcs de production témoigne de la désorganisation qu'ont créés les marchés, à l'inverse du bon sens technique dicté par l'ingénierie, l'exploitation et la maintenance qui ont été reléguées au second plan... Bref, le greenwashing préfère s'en contenter pour nous inciter faussement aux économies d'énergie plutôt que de regarder la réalité en face : le système libéral est à bout de souffle, démotive les femmes et les hommes, et abîme nos outils de travail. Avec la crise énergétique actuelle, beaucoup commencent à regretter la situation d'antan. La transition énergétique crée des besoins : avec la reconversion de nos sites comme Gardanne ou Cordemais, nous avons des solutions. Le revirement de notre Président candidat qui, après avoir fermé Fessenheim et mis Astrid hors de portée d'études, propose maintenant la construction de 6 EPR le prouve. Cela montre que notre bon sens paye et que renverser la table est possible.

Aujourd'hui on préfère privatiser ce qui rapporte et nationaliser ce qui est peu rentable ou terriblement risqué, en abandonnant le principe de vases communicants qui permettait une couverture « naturelle » des risques, couvrant la gestion des crises qu'elles soient techniques -aléas-, sanitaires ou climatiques. Le cout global de la privatisation est colossal pour la collectivité avec un détournement de fonds massifs vers des intérêts privés sans aucun ruissèlement ne serait-ce que sur les salariés. Nous devons agir pour éviter les retours en arrière, creusant les inégalités sociales, les délocalisations, tout en étant un obstacle aux objectifs climatiques.

L'argent il y en a ... mais inutile de dire qu'on a un sérieux problème de répartition. On prévoit 6,5 Millions de foyers en précarité énergétique alors que depuis des années, le gouvernement déverse des tonnes d'aides sous forme de crédit d'impôt ou à travers des subventions ou plans de relance vers des intérêts privés. Si les solutions aboutissent, elles feront le bonheur du porte-monnaie de leurs dirigeants sans pour autant bénéficier au plus grand nombre. D'ailleurs, n'oubliez pas que le chèque énergie est avant tout une garantie d'impayés pour les fournisseurs alternatifs. C'est ce ruissèlement là qu'ils souhaitent, pas celui qui consiste à soigner la cause !

Les diverses réformes se succèdent et nous attribuent de moins en moins de forces syndicales alors que les salariés sont les véritables créateurs de valeur. Les sujets sont de plus en plus complexes. Notre travail collectif et donc notre intelligence collective – la seule qui nous importe ici - s'en ressentent. Difficile de pouvoir construire des alternatives aux chemins toujours plus détournés qu'emprunte le libéralisme dans ses formes les plus variées : défiscalisation, subventions plus ou moins déguisées, partout leur lobbying aboutit à des aides publiques dont on attend toujours les effets. Les salaires de nos dirigeants sont plus de 10 fois les nôtres ! Mais pour quelles responsabilités ? Qu'ont-ils fait pour mériter eux des rémunérations telles qu'on leur paie des conseillers financiers pour gérer leur argent ? Comme leurs bonus sont établis essentiellement sur le résultat annuel financier du groupe, on nous demande de contribuer prioritairement à leur intérêt.

En conclusion, il est grand temps de se poser la question de la gouvernance de nos entreprises et de condamner les stratégies de court terme. Les déversoirs que constituent les groupes de travail « Parlons énergie » ou les enquêtes sur le moral du personnel à EDF, comme cela doit exister dans les autres groupes de l'énergie, sont autant d'outils pour apporter une caution collective aux choix de gestion du patronat de l'énergie. Que l'on soit cadre, technicien ou simple ouvrier, nous sommes tous pour eux une simple « masse salariale » qui a un coût. Nous sommes tous des esclaves des temps modernes. Certes si nos valeurs ne sont pas que l'argent ; un salaire et des conditions de travail décentes, c'est le minimum. Les garanties collectives de haut niveau sont une priorité pour avoir la tête uniquement préoccupée par nos missions de service public. **Nous devons leur renvoyer leur mépris, gagner notre considération et construire ensemble de meilleures garanties collectives pour tous les énergéticiens.**